

Asie/Philippines**Pareho lang ! C'est la même chose !**

Extraits de Insécurité alimentaire et inégalité des genres avec les droits de propriété : l'accès au marché pour les algues aux Philippines, de Hazel Arandez-Tanchuling et Marina Fe B. Durano

Cette étude a été publiée dans la revue *Lundayan*, Vol. 13, n° 1, 2006, du Centre Tambuyog pour le développement (http://www.tambuyog.org/news_details.asp?news_id=390)

Le poisson constitue pour les Philippines une source essentielle de protéines. Ils en consomment en moyenne 36 kg par an et par habitant. Dans la présente étude, on s'attachera à mieux comprendre les relations de cause à effet entre libéralisation du commerce et sécurité alimentaire.

Le recensement 2003 de l'Agriculture et de la pêche de l'Office national des statistiques évalue les populations de pêcheurs à 1,8 million de personnes. Leurs communautés sont parmi les plus démunies du pays. A partir des années 1990, certaines, qui pratiquaient une pêche de subsistance et une pêche destinée à alimenter le marché local, se sont lancées dans la culture d'algues. Cette tendance a été fortement encouragée par les pouvoirs publics via le BFAR (Bureau des pêches et des ressources aquatiques) notamment pour augmenter les recettes à l'exportation. On observe la même tendance dans l'agriculture, où l'on passe d'une agriculture de subsistance à des cultures de rente. Dans le secteur de la pêche, on considère que les algues sont un produit de rapport.

La présente étude analyse plus avant cette évolution, qui fait partie d'une stratégie globale de développement des Philippines par le biais de l'exportation. La première partie fait une présentation de la culture des algues dans ce pays et montre comment le gouvernement a été particulièrement actif pour inciter les gens à passer de la pêche côtière à la culture des algues. La deuxième partie montre la pauvreté des communautés de pêcheurs qui les oblige à tenir compte de ce que le gouvernement propose. La culture des algues est en effet un élément des programmes publics de lutte contre la pauvreté et s'inscrit aussi dans les stratégies de développement par les exportations. La troisième partie, qui concerne l'étude de cas réalisée à Calatagan,

analyse les répercussions du passage de la petite pêche à la culture d'algues et cerne un certain nombre de problèmes. La libéralisation des échanges, complétée par l'impulsion agressive donnée par les pouvoirs publics, va probablement détourner bon nombre de gens de la pêche côtière. Les leçons qu'on peut d'ores et déjà tirer de cette évolution de la production peuvent s'avérer utiles pour les décisions à prendre dans l'avenir.

Voici quelques extraits de ce document :

Répercussions de l'introduction de la culture d'algues dans les communautés côtières (Etude de cas de Calatagan)

Dans cette partie, on étudie le passage d'activités de pêche à la production d'algues. Les enquêteurs se sont rendus dans une localité située au sud de Manille où le gouvernement encourage fortement les gens à se tourner vers la production d'algues. Ils ont eu des entretiens avec de petits producteurs, des fonctionnaires locaux, un négociant et des représentants du groupement des pêcheurs (*Samahan ng Maliliit ng Mangingisda ng Calatagan/SAMMACA*, c'est-à-dire Organisation des petits pêcheurs de Calatagan).

Conflits entre utilisateurs de ressources communautaires

Comme les zones côtières constituent une ressource collective, il survient périodiquement des conflits entre divers utilisateurs. Dans cet espace, ceux qui cultivent des algues sont en concurrence avec des pêcheurs, des éclosiers de crevettes, et même des entreprises de transport maritime. La gestion de ces conflits devient cruciale non seulement pour le succès des nouvelles cultures d'algues (qui sont un élément des stratégies de croissance) mais aussi pour d'autres productions qui font appel aux ressources communautaires du littoral. L'Administration locale devrait mettre en place un système de zonage rationnel pour répartir au mieux les concessions sur cet espace.

Il y a surtout des contentieux entre les pêcheurs et les producteurs d'algues, les premiers se disant gênés dans les manœuvres de leur bateau à cause des champs d'algues. C'était aussi un gros problème pour les pêcheurs à Baranguay Uno lors de l'essor de la culture d'algues. Diverses infrastructures et les radeaux d'algues bloquent le passage entre le rivage et la mer. Il est bien difficile de poser des filets parmi les champs d'algues, où se trouve pourtant le poisson, sinon des

dégâts sont à craindre. Et quand on frappe l'eau sans arrêt avec le timbog, un instrument utilisé pour pousser les poissons vers les filets, les algues peuvent aussi souffrir. Or ces champs d'algues offrent aux poissons des abris où ils peuvent se reproduire, grandir. Comme la culture des algues est désormais prioritaire, les pêcheurs doivent attendre que la récolte soit terminée pour pouvoir aller pêcher. Ils sont désormais prisonniers du cycle de cette culture. Il est arrivé à des pêcheurs en colère de faire dériver des radeaux d'algues pour se venger des propriétaires. Mang Junior, membre de SAMMACA, demande aux autorités locales de limiter l'espace mis à la disposition des champs d'algues pour ne pas aggraver la marginalisation des pêcheurs. Mais, compte tenu du faible prix du loyer pour les concessions (220 pesos, soit 4,4 \$, pour 20 000 m²), il paraît évident que celles-ci n'ont pas l'intention de réglementer cette activité dans le secteur.

La qualité de l'eau agit sur la croissance des algues, et la pollution est un autre problème à Calatagan. Périodiquement, les effluents de toutes sortes en provenance d'une éclosérie de crevettes à Gulod affectent non seulement la production d'algues mais aussi toute la vie marine dans la zone. Les cultivateurs d'algues et les pêcheurs de Barangay Uno et de Barangay Dos ont récemment constitué un collectif pour faire entendre leurs préoccupations à propos de la pollution émanant des gros élevages des environs auprès de l'Administration locale (LGU).

La LGU a attribué à des entreprises touristiques des concessions sur l'estran (Foreshore Lease Agreements), lesquelles constituent une menace d'éviction pour les exploitants maricoles. Et Barangay Dos agrandit la jetée pour recevoir les bateaux Ro-Ro faisant la navette avec l'île de Mindoro. Lorsque le port sera opérationnel, ces gens devront chercher ailleurs les espaces nécessaires à leur activité. L'augmentation du trafic maritime aura des effets négatifs sur les cultures. Des nappes de pétrole provenant de navires passant dans la mer de Chine du Sud provoquent parfois des dégâts dans les champs d'algues.

Jusqu'à présent, les conflits entre divers utilisateurs sont gérables, mais il n'est pas certain que cela continuera d'être ainsi lorsque les surfaces consacrées aux algues s'étendront bien plus du fait de l'impulsion donnée par les pouvoirs publics.



Evolution des productions et rigidités culturelles

Dans les textes, rien n'empêche les femmes de se lancer dans la culture d'algues. Dans la mesure où la personne est une habitante de Calatagan, on accorde l'autorisation aussi bien à une femme qu'à un homme. Pourtant, aucune femme n'a fait de demande jusqu'à présent ; et cela mérite réflexion. D'un certain nombre d'études relatives aux répercussions de la libéralisation des échanges sur les femmes du secteur agricole, il ressort que celles-ci ne parviennent pas à tirer partie de l'évolution vers des cultures de rapport parce qu'elles n'ont pas le droit de posséder des terres, comme dans plusieurs pays africains. Mais cela ne peut être la raison à Calatagan où aucune personne privée (homme ou femme) ne pouvait prétendre à une propriété privée sur le littoral. Avec l'instauration du système des permis d'exploitation, qui accordent au bénéficiaire un droit d'usage privé dans l'espace concédé, ce sont les hommes qui l'ont obtenu puisque aucune femme n'avait fait de demande officielle. Le résultat c'est que les femmes ne peuvent pas tirer profit de cette activité nouvelle, sauf en tant qu'épouse de l'exploitant attributaire du droit d'usage.

Lorsque les femmes apportent leur aide à la culture d'algues, elles n'ont pas le sentiment de participer à une activité de production. Elles pensent qu'il s'agit là de la continuation de leurs tâches ménagères : elles viennent donner un simple coup de main. Comme l'activité féminine est communément considérée comme essentiellement domestique, il n'est pas surprenant qu'elles n'ont pas demandé de permis

d'exploitation, estimant que cette activité se situe en dehors de leur champ d'action traditionnel.

Parmi les femmes interviewées à Barangay, aucune n'a dit que le travail sur les champs d'algues était une corvée de plus, admettant cependant que cela diminuait le temps consacré aux travaux ménagers et au soin des enfants. En fait, les femmes participent à pratiquement toutes les phases de la production d'algues, surtout lorsque la concession est proche du rivage. Elles préparent le matériel, plantent, surtout à marée basse, elles font la récolte. Dans une journée, elles peuvent préparer jusqu'à 25 kg de boutures, ce qui remplit la moitié d'un radeau. Aling Tinding, l'une des personnes interviewées, précise qu'elle réserve tous ses samedis pour aller sur la concession avec le reste de la famille.

Dans ce passage de la pêche à la culture d'algues, les femmes ne voient guère de différence dans leurs heures de travail. Elles disent Pareho lang (C'est la même chose). De ce point de vue, elles ne constatent pas de progrès. Auparavant, elles apportaient aussi leur aide pour la pêche et la vente de la production. Et ça continue, puisqu'elles ramassent toujours des coquillages et diverses autres choses sur le littoral pour la consommation familiale et pour la vente.

Toutes les femmes apprécient cependant cette nouvelle activité. Sans cela, disent-elles, il ne serait pas possible de construire une maison en béton, d'envoyer les enfants à l'école, de manger de la viande. Il est évident que, pendant la période de la récolte au moins, le budget familial est plus gérable.

Mais leur droit de regard sur le budget familial se limite aux aspects domestiques. Pour ce qui est des algues, ce sont les hommes qui décident, notamment pour déterminer la part des revenus qui sera consacrée à la culture d'algues. Mang Nilo, par exemple, garde pour lui ce qu'il faut pour acheter du gin et met le reste à la disposition de sa femme. Et il décide aussi lui-même de ce qui sera mis de côté pour la concession.

La division du travail montre que les femmes sont chargées d'activités de reproduction sociale (s'occuper de la nourriture de la famille...). Même si les revenus ont augmenté, ils ne suffisent pas encore à faciliter la tâche de la femme en la matière, alors que pendant la saison maigre c'est à elle surtout qu'il revient de fournir l'indispensable à la famille. Du fait qu'il entre un peu plus de sous dans le ménage, la situation des femmes s'améliore sans doute, mais leurs responsabilités restent

inchangées. Elles doivent continuer à tenir le rôle que leur impose la société.

Conclusions

La leçon la plus importante à tirer de cette étude de cas c'est le constat que le passage de la pêche à la culture d'algues sur le domaine public (le rivage) a permis aux hommes d'acquérir un certain droit de propriété, et que les femmes sont restées en dehors. Avant cette évolution, les hommes et les femmes profitaient d'un même droit d'usage sur l'espace communautaire, comme tous les gens de la localité. Le système de permis instauré par l'Administration locale (LGU) visait à gérer les conflits entre les divers usagers des ressources collectives. Finalement, cela a entraîné, en matière de droits, une nouvelle inégalité entre hommes et femmes.

Dans le secteur de Calatagan, tout le monde ne s'est pas mis à faire des algues. Il faut d'abord un certain capital pour se lancer. Et pour poursuivre cette activité, beaucoup de familles sont contraintes d'avoir recours à des contrats de production ou de partage des bénéfices avec des tiers qui leur font des avances d'argent ; et les voilà piégées par la dette. La culture des algues exige beaucoup de travail parce que les algues sont très sensibles aux aléas de l'environnement : pollution de sources diverses, augmentation de la température de l'eau pendant l'été, mousson...). Elle réclame plus de présence que la pêche, et la construction d'abris temporaires sur la concession pour surveiller les choses 24 heures sur 24, surtout lorsqu'il y a des changements de temps.

Les familles qui se sont lancées dans cette activité disent que leurs revenus ont effectivement augmenté, mais ils sont variables. Du fait du caractère saisonnier des rentrées d'argent, elles doivent avoir recours à des emprunts pour faire la soudure pendant les mois creux. La qualité de l'alimentation suit ce rythme : viande fraîche et produits de qualité une fois la récolte faite, conserves surtout pendant la période d'attente et la mousson. Comme elles sont garantes de la sécurité alimentaire du foyer, les femmes doivent veiller par divers moyens au bon approvisionnement de la maisonnée : en gérant au mieux les sous, en récoltant des produits de la mer sur le rivage, en entretenant un potager. Parfois les hommes ramènent du poisson des champs d'algues. Généralement, et malgré l'augmentation du revenu familial, la sécurité alimentaire n'est pas constamment assurée et le travail des femmes n'a pas été allégé.

L'existence de débouchés pour les algues incite les exportateurs à demander au BFAR (Bureau des pêches et des ressources aquatiques) et aux autorités locales (LGU) d'aider à augmenter encore la production. Les programmes de développement des exportations prévoiront sans doute une plus large distribution de plants et un soutien technique accru, et les familles de pêcheurs seront invitées à se tourner vers ces nouvelles activités. La répartition des gains est déséquilibrée : on voit comment les choses se passent à Calatagan. L'évolution de la nature de la production ne garantit pas nécessairement la sécurité et, en matière de droits de propriété, les femmes sont à nouveau défavorisées.

[Cette étude a été conjointement réalisée par International Gender and Trade Network-Asia et Tambuyog, une Ong des Philippines impliquée dans la gestion communautaire des ressources côtières, l'étude et la défense des droits collectifs des populations, en particulier des pêcheurs.]

*Pour plus d'informations, contacter
info@tambuyog.org*